

TURQUIE

Un policier tué et trois autres blessés dans un nouvel attentat

Un policier a été tué et trois autres blessés dans une attaque à l'explosif perpétrée hier contre la police à Diyarbakir (sud-est de la Turquie), rapporte la presse locale.

Une explosion s'est produite au passage d'un véhicule de police près du campus de l'université de Dicle, située à Sur, un district historique de Diyarbakir majoritairement peuplé de Kurdes et qui a été le théâtre de violents affrontements armés entre les forces de l'ordre et les rebelles du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) durant quatre mois.

Le district a été fortement endommagé lors de ces opérations sécuritaires menées, entre décembre 2015 et mars 2016, par les forces turques

pour «nettoyer» la province des membres de la guérilla.

Un double attentat à la voiture piégée et au kamikaze, le 10 décembre dernier devant le stade de football de Besiktas à Istanbul, avait fait 45 morts dont 37 policiers. Une semaine plus tard, un attentat à la voiture piégée visant un autobus public transportant des militaires dans la province de Kayseri (centre) avait tué 14 soldats.

Ces attentats ont été revendiqués par les «Faucons de la liberté du Kurdistan» (TAK), groupe

dissident du mouvement rebelle du PKK.

Plus de 8 000 rebelles ont été tués ou capturés, depuis juillet 2015, à l'intérieur du pays et dans les raids aériens de l'aviation turque dans le nord de l'Irak et plus de 800 membres des forces de sécurité (soldats, policiers et gardiens de village) ont été tués dans les accrochages et attaques du PKK ainsi que plus de 300 civils.

Ankara avait initié en automne 2012 un processus de réconciliation avec le PKK pour mettre fin au conflit armé de trois décennies ayant fait plus de 40 000 tués. Mais deux ans et demi plus tard, ce processus a volé en éclats avec



Attentat contre un car de la police à Diyarbakir.

la reprise des attaques contre les forces de sécurité après l'attentat-suicide de Suruç, le 20 juillet

2015, qui avait fait 34 tués parmi des sympathisants du mouvement kurde.

Photo : DR

À QUELQUES JOURS DE SON DÉPART DE LA MAISON BLANCHE

Obama préoccupé par la cote de confiance croissante de la Russie

Triste constat pour Barack Obama: le Président américain sortant a reconnu que de plus en plus de gens pensaient que la Russie méritait plus de confiance que le gouvernement des États-Unis.

Reçu sur le plateau de l'émission 60 minutes sur la chaîne de télévision CBS News, le Président américain Barack Obama s'est dit inquiet de la confiance croissante dont bénéficie la Russie, au point parfois de dépasser celle témoignée envers les États-Unis.

«Dans le contexte des attaques de hackers russes je n'ai pas été préoccupé ou étonné par le fait même de ces attaques car la Chine, la Russie, l'Iran... et les États-Unis en réalisent», a ajouté le Président sortant suite à une précision de l'animateur. M. Obama a reconnu que la collecte d'informations dans le cyberspace était monnaie courante.

«Je suis préoccupé par la mesure dans laquelle certains milieux sont convaincus que le Président russe Vladimir Poutine mérite davantage de confiance que le gouvernement des États-Unis. C'est quelque chose de nou-

veau», a-t-il constaté. Pour rappel, fin 2016 le Président américain Barack Obama a introduit de nouvelles sanctions contre la Russie pour son «ingérence» non prouvée dans les élections et sa «pression sur des diplomates américains».

Les mesures restrictives américaines ont frappé 35 diplomates russes déclarés persona non grata aux États-Unis.

Début janvier 2017, le renseignement américain a présenté une partie du rapport consacré à l'implication de la Russie dans les cyberattaques. De nombreux médias ont

qualifié ce rapport de très peu convaincant. Le département d'État américain a tenté d'expliquer l'absence de preuves contre la Russie dans le rapport en question par la nécessité de protéger les sources d'information. «Il ne faut pas s'étonner que dans la version révélée, la communauté du renseignement ait protégé l'information sensible, concernant notamment le travail avec les sources et les méthodes», a déclaré le porte-parole de la diplomatie américaine John Kirby.

FACE AUX CRITIQUES DE TRUMP

Les Européens appelés à l'«unité» par leurs dirigeants

Les dirigeants européens, Angela Merkel en tête, ont appelé l'UE à davantage d'«unité» et d'«assurance», en réponse aux déclarations choc de Donald Trump qui table sur une poursuite de la fragmentation de l'Union après le Brexit.

A cinq jours de sa prise de fonctions vendredi, le président élu des États-Unis a multiplié les déclarations corrosives, en particulier sur l'Europe et l'Otan, qualifiée d'«obsolète», dans un entretien dimanche aux quotidiens britannique *Times* et allemand *Bild*.

Le milliardaire républicain a estimé que le Royaume-Uni avait eu «bien raison» de quitter une Union européenne selon lui dominée par l'Allemagne, a prédit que le Brexit serait un «succès» et que d'autres pays quitteraient l'UE.

Il a aussi jugé que la chancelière allemande Angela Merkel avait commis «une erreur catastrophique» en ouvrant son pays aux migrants en 2015, et a établi un lien entre cette politique controversée et l'attentat du 19 décembre à Berlin (12 morts).

Lors d'une conférence de presse à Berlin, M^{me} Merkel n'a pas souhaité répondre dans le détail, mais en a profité pour réaffirmer ses positions sur le lien transatlantique ou l'Europe post-Brexit.

«Je pense que nous les Européens avons notre destin dans nos propres mains. Je vais continuer de m'engager pour que les 27 États membres travaillent

ensemble vers l'avenir (...) face aux défis du 21^e siècle», a-t-elle déclaré.

Avant elle le vice-chancelier, le social-démocrate Sigmar Gabriel, avait souligné l'importance pour l'Europe de «ne pas tomber dans une profonde dépression», et de défendre avec «assurance» ses propres intérêts.

Ces propos faisaient écho à ceux tenus à Bruxelles à l'occasion d'une réunion des ministres européens des Affaires étrangères, entre appel au front uni de l'UE et volonté de dédramatiser.

«La meilleure réponse à l'entretien du président américain, c'est l'unité des Européens», a plaidé le Français Jean-Marc Ayrault.

Pour sa part, l'Otan a redit sa «confiance absolue» dans le maintien d'un «engagement fort» des États-Unis, au moment où certains pays européens — en particulier ceux situés sur le flanc Est de l'Alliance — s'inquiètent de l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, synonyme de possible détente avec Moscou.

Aux quotidiens *The Times* et *Bild*, M. Trump a affirmé que l'Otan était «obsolète, parce qu'elle a été conçue il y a des années et des

années» et «parce qu'elle ne s'est pas occupée du terrorisme».

En outre, a-t-il accusé, les pays membres «ne payent pas ce qu'ils devraient». Seuls cinq des 28 pays de l'Otan (États-Unis, Royaume-Uni, Estonie, Grèce, Pologne) respectent un niveau de dépenses militaires au moins équivalent à 2% de leur Produit intérieur brut, le seuil souhaité par l'Alliance. Les États-Unis garantissent environ 70% des dépenses militaires de l'organisation.

En sortant d'un rendez-vous avec le chef de l'Otan Jens Stoltenberg, le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier n'a pas caché l'«inquiétude» de l'Alliance atlantique.

Parler d'une Otan «obsolète», a-t-il toutefois relevé, c'est «en contradiction avec ce que le (futur) ministre de la Défense américain a dit lors de son audition à Washington il y a seulement quelques jours».

James Mattis, ancien général des Marines choisi par M. Trump pour diriger le Pentagone, a mis en garde contre la volonté du président russe Vladimir Poutine de «casser» l'Otan.

Des déclarations de nature à rassurer les Européens attachés au maintien d'une position intransigeante avec Moscou, en plein conflit ukrainien.

Un diplomate européen a décrit à l'AFP une UE «en mode

attente» face à des positions parfois contradictoires dans la future administration des États-Unis.

«Un président n'est pas seul» pour décider, se rassure un autre diplomate.

Le chef de la diplomatie espagnole Alfonso Dastis a souhaité donner du temps à Donald Trump, pour qu'il «apprenne à connaître l'UE et l'Otan de l'intérieur». «J'espère qu'il changera d'avis», a-t-il souhaité.

Donald Trump a évoqué dimanche la possibilité d'un accord de réduction des armements nucléaires avec la Russie en échange de la levée des sanctions qui la frappent, alors que l'UE vient de reconduire ses sanctions économiques.

Concernant l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, lui aussi fragilisé par la transition Obama-Trump, la chef de la diplomatie de l'UE Federica Mogherini a souligné que l'Union le jugeait «extrêmement important» et continuerait à œuvrer à son «respect».

Pour le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Jean Asselborn, il existe désormais une «possibilité de montrer à M. Trump que l'Europe n'est pas seulement une communauté solidaire» mais qu'elle «prend les Affaires étrangères au sérieux et sait bien que si l'on détruit la politique étrangère, les conséquences en seront d'une très grande portée».

SYRIE

Les factions de l'opposition armée annoncent leur participation aux pourparlers d'Astana

Les groupes de l'opposition armée syrienne ont décidé de participer aux pourparlers prévus la semaine prochaine à Astana au Kazakhstan visant à mettre un terme au conflit qui ravage la Syrie depuis près de six ans, ont rapporté les médias.

«Tous ont donné leur accord», a affirmé Mohammad Allouche, un chef du groupe armé Jaich al-Islam (l'Armée de l'Islam), implanté dans la banlieue de Damas, selon les médias.

La réunion d'Astana, qui doit en principe commencer le 23 janvier, a été mise sur pied par la Russie et la Turquie. Les deux pays travaillent en étroite coopération pour trouver une solution à la crise syrienne.

Ahmad al-Othman, de la faction «Sultan Mourad», implanté dans le nord de la Syrie, a également indiqué que les groupes de l'opposition armée avaient «décidé d'aller aux pourparlers».

Un autre représentant des factions rebelles, Oussama Zabou Zeid, a expliqué que malgré des violations de la trêve «autour de Damas (...), ce qui nous a poussé à donner notre accord à Astana c'est que le thème exclusif des pourparlers consiste à renforcer le cessez-le-feu, et donc la délégation (rebelle) sera purement militaire avec en appui une équipe technique en matière politique».

Le Président syrien Bachar al-Assad s'était déclaré il y a une semaine «optimiste» sur les négociations, affirmant être prêt à négocier avec une centaine de groupes armés. Le chef de l'Etat syrien avait déclaré «compter beaucoup» sur la réunion d'Astana.